

Au-delà de l'Armée Privée

Rita Abrahamsen et Michael C. Williams

Université d'Aberystwyth

Malgré l'abondance de discussions récentes à propos de compagnies militaires mercenaires et privées, un aspect de la privatisation de la sécurité est passé presque inaperçu : la croissance phénoménale des compagnies de sécurité privées offrant des services de sécurité dans des environnements non militaires et non conflictuels. Bien que moins spectaculaires que l'attentat par l'ancien officier britannique du SAS Simon Mann et ses collègues visant à renverser le gouvernement de la Guinée Équatoriale en 2004 ou la participation de l'Iraq dans les compagnies militaires privées comme Erinys et Blackwater, la dimension, la portée et la vitesse d'expansion des compagnies de sécurité privées (CSPs) éclipsent celle des compagnies militaires privées (CMPs).

Aujourd'hui, le marché mondial de la sécurité privée est évalué à 165 milliards de dollars US. La plus grande compagnie de sécurité privée au monde, Group4Securicor, est présente dans plus de 100 pays, avec plus de 400,000 employés. La deuxième plus grande compagnie, Securitas, emploie plus de 210,000 personnes dans environ 30 pays, tandis que Prosegur, une compagnie espagnole, offre une présence importante à travers l'Europe et l'Amérique latine. Les compagnies qui se spécialisent dans le marché des alarmes électroniques telles que ADT et Chubb ont aussi accru leur présence mondiale. Cependant, aucune distinction nette ne peut être faite entre ces compagnies et certaines des CMPs et CSPs oeuvrant dans plusieurs domaines sont surtout impliquées dans la fourniture de service de sécurité dans des environnements non militaires et non conflictuels. Bien que ceux-ci puissent sembler banals, la fourniture privée de services courants tels que la garde, les systèmes d'alarme électroniques, la patrouille, l'analyse et la gestion du risque a un impact important sur les politiques de sécurité. En fait, la croissance des CSPs a considérablement modifié le paysage de la sécurité tant localement que mondialement, amenant et reflétant une augmentation de la marchandisation et de la politisation de la sécurité.

À première vue, la mondialisation et la privatisation de la sécurité semblent un exemple classique de l'érosion de la souveraineté et de la puissance d'un État, puisque le monopole de l'État sur la violence légitime a longtemps été vu comme une

caractéristique spécifique de la souveraineté. L'image d'un "retrait simple de l'État" est cependant trop simpliste. Il est certain qu'il y a eu une fragmentation accrue du champ de la sécurité, avec une multiplicité de différents acteurs -- publics et privés, mondiaux et locaux -- qui sont maintenant impliqués dans la fourniture de services de sécurité. Mais, plutôt que d'amener une érosion automatique du pouvoir de l'État, on assiste à une émergence de nouveaux réseaux de sécurité dans lesquels l'autorité de l'État et des acteurs privés est réarticulée à travers de nouvelles technologies de gouvernance, de coercition et de contrôle. Ceci a de nombreuses implications politiques en termes de comment la sécurité est fournie, pour qui et par qui, et également théoriquement quelle sont nos pensées en termes de sécurité d'État et de sécurité mondiale. Peu de pays sont immunisés contre les impacts de la privatisation et de la mondialisation de la sécurité, mais les implications diffèrent en fonction du temps et de l'espace.

Cape Town, une des destinations touristiques majeures de l'Afrique du Sud, offre un exemple frappant d'un paysage de sécurité où les acteurs publics et privés, mondiaux et locaux interagissent et combinent leurs efforts pour sauvegarder la sécurité du public. Le Cape Town Central City Improvement District (CCID) est une initiative du Cape Town Partnership, une entreprise sans but lucratif fondée par le conseil municipal et la communauté d'affaires locale en novembre 2000 qui a pour mission de contrer le délabrement urbain et l'exode des capitaux du centre de Cape Town. Aujourd'hui, le CCID perçoit annuellement environ 15 millions de Rands (ou 1,86 million de dollars canadiens) de ses contribuables et environ 50 pour cent de son budget est alloué à la sécurité. Dans le cadre de ce budget, la plus grande firme de sécurité privée mondiale Group4Securicor, faisant affaire à Cape Town sous le nom Securicor, a été chargée de sécuriser les espaces publics de la ville. La force de sécurité de Securicor pour le CCID consiste en six véhicules de surveillance, dix officiers à cheval et 60 officiers patrouillant à pied, offrant une présence de sécurité 24 heures sur 24 dans le centre de la ville. Ainsi, la présence du personnel de sécurité s'est accrue considérablement et la visibilité de Securicor dans les rues excède de beaucoup celle de la police publique qui concentre ses efforts dans les quartiers les plus pauvres où le taux de criminalité est le plus élevé.

Cependant, les dispositions pour la sécurité à Cape Town sont loin d'être entièrement privées. En fait, le CCID est un exemple frappant des limites changeantes du public et du privé, du mondial et du local dans la fourniture de sécurité contemporaine. Le Conseil municipal constitue un tiers du Cape Town

Partnership et Securicor travaille en étroite collaboration avec la police publique. Les véhicules de surveillance identifiés CCID/Securicor transportent un agent de police et sont reliés par Radio au centre de contrôle de la Police municipale. La supervision des 170 caméras du réseau de télévision en circuit fermé de Cape Town est assurée par des officiers de Securicor en collaboration avec la Police municipale. De plus, Securicor participe à des forums communautaires hebdomadaires de maintien de l'ordre dans les quartiers afin d'identifier les problèmes potentiels, d'échanger de l'information et de coordonner les activités avec la police.

Les dispositions du CCID pour la sécurité ont d'importantes implications pour savoir qui sera sécurisé et comment. Ceux qui paient peuvent jouer un rôle important dans la détermination des programmes de sécurité avec d'importantes implications pour l'accès aux espaces publics et la division entre les lignes sociales. Bien que les réalisations exactes du CCID en termes de réduction de la criminalité sont difficiles à établir, il y a maintenant un sentiment réel que la ville est plus sûre. Certaines sources affirment qu'il y a une réduction de 60 pour cent des crimes avec le CCID, surtout dans le cas des voleurs à la tire, des agressions et des vols dans les véhicules. L'exode des capitaux urbains a également été renversé. Puisque l'État d'Afrique du Sud compte sur les revenus de l'investissement et du tourisme étrangers, sans mentionner le statut symbolique de Cape Town en tant que ville de classe internationale, la sécurité privée des espaces publics peut être considérée comme cruciale.

Cependant, pour certaines classes de la population, la politique de protection différente est vécue comme une restriction croissante de l'accès aux espaces publics, puisqu'une combinaison de règlements municipaux et leur mise en application par des forces de sécurité privées servent à empêcher les pauvres et sans-abris d'utiliser les espaces publics de la ville. De nouvelles restrictions ont été votées quant à la mendicité et au vagabondage et les enfants de la rue sont vus comme un problème de sécurité particulier. Bien que le CCID reconnaisse que les problèmes sociaux sont la cause du vagabondage et des sans-abri et que ceux-ci ne peuvent être résolus par des mesures de sécurité seules, les services sociaux ne comptent que pour huit pour cent du budget du CCID. De plus, les aspects d'exclusion du CCID sont difficiles à contester.

Bien qu'ils n'aient pas le cachet tape-à-l'oeil du soldat combattant activement en sol étranger, le rôle étendu des CSPs mondiales est néanmoins crucial pour comprendre

la sécurité contemporaine, localement et mondialement. L'intégration des acteurs public/privé, mondial/local du CCID de Cape Town peut sembler inhabituelle, mais il n'est pas unique. Le CCID est le plus grand d'environ 15 CIDs dans et aux alentours de Cape Town, avec des schémas de fonctionnement similaires à Durban et Johannesburg et aussi plus loin comme à Toronto et New York. Dans plusieurs autres environnements, comme les sites d'extraction de pétrole et de ressources, les CSPs jouent un rôle important à côté du personnel de sécurité publique. De tels arrangements mettent à l'épreuve les frontières entre les domaines publics et privés, et les structures locales et mondiales. Ils ont également des impacts considérables sur la fourniture quotidienne de services de sécurité, de même qu'au niveau de problèmes plus larges de stabilité sociale et de légitimité d'État. Dans le CCID, une autorité importante sur le territoire domestique est attribuée à une compagnie de sécurité privée mondiale. Dans le même temps, à Cape Town, comme presque partout ailleurs, les CSPs sont - à un degré important - apparues à l'instigation de l'état et font partie des politiques d'État pour l'impartition, la privatisation et les partenariats public privé. Dans ce sens, la croissance et la mondialisation des services de sécurité privée, à Cape Town et ailleurs, ne peuvent être interprétées comme une érosion réelle du pouvoir de l'État, mais bien comprises et analysées dans le cadre d'une transformation générale de la gestion de la sécurité mondiale.